

L'UNION CATHOLIQUE

FEUILLE ELECTORALE

Voulez-vous préserver notre Pays d'une nouvelle invasion ?

VOTEZ SOUS LE N° 2

2

Une lettre de S. E. Mgr l'Evêque de Liège

S. E. Mgr Kerkhofs a adressé la lettre suivante, aux catholiques du Limbourg :

Mes bien chers Frères,

Dans la lettre pastorale de S. Em. le Cardinal Archevêque et de LL. Ex. les Evêques de Belgique, qui a été lue le dimanche 6 novembre dernier, dans toutes les églises et chapelles du Royaume, il est dit : « Là où la concentration catholique sur une liste unique ne serait malheureusement pas réalisée, au moins qu'on ne se combatte pas mais au contraire, qu'il y ait entente dans l'action. »

Ces paroles concernaient spécialement Bruxelles, Charleroi et quelques localités où l'on pouvait craindre des dissidences chez les catholiques, membres du parti catholique à la Chambre et au

Sénat. Dieu soit loué ! Depuis la publication de cette lettre, l'union a pu être réalisée dans ces différents endroits.

Les paroles en question ne s'appliquent dans l'idée des Evêques nullement au Limbourg. Dans chacun des districts de la province il n'y a qu'une seule liste catholique digne de ce nom.

Par conséquent, il interdit, en conscience, de voter, de soutenir ou de faire de la propagande pour une autre liste que cette liste catholique.

Nous sommes convaincus que, dans cette circonstance grave, tous les fidèles feront leur devoir et que le Seigneur bénira nos œuvres et qu'il exaucera nos prières.

LOUIS-JOSEPH.
Evêque de Liège

VOTEZ N° 2

L'enjeu de la lutte

Le sort en est jeté.

L'arrêté de dissolution des Chambres législatives a paru. Le corps électoral est appelé aux urnes le 27 de ce mois pour dire s'il veut un gouvernement d'ordre ou un gouvernement d'extrême-gauche qui conduirait le pays aux pires aventures.

La propagande doit être dominée par un mot :

CHOISIR

Il faut choisir entre les partis d'ordre et les partis de désordre. Il faut choisir entre un gouvernement qui dominera l'influence catholique, qui a doté le pays avant la guerre trente ans d'une incomparable prospérité, et l'influence socialiste, qui le conduirait au désastre.

Le désastre. Le mot n'est pas trop fort.

On peut y être entraîné de deux manières. Si le parti catholique ne sort pas suffisamment fort de l'élection, il risque de voir se produire un cartel des gauches. Ce cartel, qui serait dans ce cas composé aux chefs du parti libéral par les éléments les moins clairvoyants et les plus turbulents de leurs groupements, impliquerait la guerre aux consciences et la lutte scolaire. Elle nous coûterait des larmes de sang.

Si le parti socialiste sort de la bataille suffisamment fort pour imposer sa volonté au pays, il mettra en péril non seulement la paix scolaire, mais la confiance publique, le crédit de l'Etat et la sécurité nationale.

LA PAIX SCOLAIRE

Jamais programme n'a égalé en scolarisme le programme scolaire du récent congrès socialiste.

C'est d'abord le retrait immédiat des subsides de l'Etat à l'enseignement libre sans palliers intermédiaires, contrairement à l'esprit de la Constitution et au droit le plus sacré du père de famille. Ces subsides représentent 236 millions de francs par an, qui sont loin d'ailleurs de payer les dépenses que doit s'imposer l'enseignement libre. C'est ensuite la défense faite aux mandataires socialistes à la Province et à la Commune de conclure aucun nouvel engagement en matière scolaire et l'obligation de dénoncer tous contrats en cours.

C'est encore la suppression de la demande relative à la fréquentation de créer partout et d'office une école publique laïque, la défense de nommer un seul instituteur ayant fait ses études dans une école normale libre. Nous comptons dans nos écoles normales libres 9.776 élèves. On veut les assassiner sans pitié.

C'est enfin l'achèvement presque immédiat vers l'école unique.

M. Treolet, dans son rapport, n'a pas caché que ces jalons sont plantés sur la route de la « Nationalisation de l'Enseignement ». Et la nationalisation n'est, dans sa pensée, que le monopole socialiste.

Elle exige le respect des convictions politiques à l'école, ce qui veut dire le respect des théories ennemies de la propriété, de la famille, de l'ordre social établi, de la forme économique de la société. Tout cela dépasse, et de loin, les exigences des pires sectaires de 1879.

Et tout cela entraînerait pour l'Etat des dépenses nouvelles que M. C. Huysmans a évaluées, pour les 12.000 classes de l'enseigne-

ment libre, groupant 600 000 élèves, « au chiffre imposant de 800 millions à un milliard de francs ».

LA CONFIANCE PUBLIQUE

ET LE CREDIT DE L'ETAT

Jamais non plus le programme socialiste n'a été au point de vue économique aussi violent qu'aujourd'hui.

Le parti socialiste veut rallier des communistes. Ce n'est pas cette fois le loup qui se fait berger. C'est la brebis socialiste, jadis hébergée dans les théories révolutionnaires, qui endosse la peau du loup marxiste.

Ce programme implique la mainmise de l'Etat sur toutes les branches de l'activité privée, et la substitution aux entreprises existantes de « l'économie organisée et socialisée » c'est-à-dire tout simplement du pouvoir central et des syndicats.

C'est une étape vraiment décisive vers le bolchevisme.

Ce serait aussi l'effondrement immédiat de toutes les assises de notre économie nationale. Un pareil bouleversement ruinerait la confiance publique. Il tue en même temps le crédit de la Belgique au dedans et au dehors.

Les ouvriers seraient les premiers à en souffrir.

En proclamant « qu'on doit prendre l'argent où il se trouve », en frappant l'épargne par l'emprunt forcé et en faisant fuir ou se cacher les richesses, dont la circulation seule peut amener la prospérité de la nation, on ne provoquerait pas seulement la chute du franc, on obligerait l'Etat à fermer ses guichets. Par là même, en effrayant les prêteurs ruinerait le crédit public. En ruinant le crédit, elle mettrait l'Etat dans l'impossibilité de se procurer les ressources nécessaires au paiement de ses dettes et l'obligerait comme dans certains Etats balkaniques à priver ses créanciers, ses fonctionnaires, ses pensionnés et ses invalides de leurs vivres, d'attendre des jours meilleurs.

POUR LA SECURITE

NATIONAL

La Belgique a plus qu'aucune autre nation du monde, besoin de paix. Elle est plus exposée qu'aucune autre. Elle a été depuis plusieurs siècles le champ de bataille de l'Europe. Sa frontière de l'Est est toujours découverte. Elle doit pouvoir résister à l'invasion.

On sait combien l'Allemagne, en se libérant du Traité de Versailles et en secouant de ses épaules les obligations que lui impose le Traité de Locarno au point de vue du respect de nos nouvelles frontières, s'arme clandestinement et annonce ses préoccupations de revanche. Elle dispose pratiquement d'une armée de près de 5 millions d'hommes.

La Belgique désire que tous les pays du monde réduisent sensiblement leurs armements et que l'Allemagne, comme les autres, opère chez elle ces réductions.

Mais la Belgique ne peut diminuer ses moyens de défense que concurrentiellement avec les moyens de défense de ceux qui pourraient un jour l'invasion et dans la limite où les Puissances l'aideraient à assurer sa sécurité. Le parti socialiste veut, au contraire, que nous réduisions tout de suite, et quoi qu'il arrive chez nos voisins, nos charges militaires et notre armement.

C'est le pire danger. Il expose nos enfants, si un jour, ce qu'à Dieu ne plaise, ils étaient à nouveau appelés à défendre la frontière, à être que de la chair à canon.

Ce serait un crime que de le permettre. En-

pêchons donc le parti socialiste d'arriver au pouvoir et de réaliser son programme de malheur.

Que tous les bons citoyens se tournent vers le parti qui leur promet de réaliser l'ordre et le progrès dans la paix publique et de faire de la Belgique ce qu'elle fut, grâce aux catholiques, jusqu'au moment de la guerre, un pays privilégié entre tous, où nous voulons voir fleurir le bien-être, la prospérité et la bonheur.

PAUL SEGFRS,
Ministre d'Etat, Sénateur.

VOTEZ N° 2

Les Socialistes contre l'enseignement libre

UNE LUTTE A MORT

Les socialistes dans leur congrès du 29 novembre 1931 à une majorité de plus de 200 000 voix ont voté la lutte « une lutte acharnée, contre l'enseignement libre ».

Il importe de remarquer et nous insistons sur ce point que les conclusions du congrès socialiste correspondent exactement au programme scolaire libéral, les deux programmes ont été inspirés par les loges.

Lisez les et comparez. Vous verrez que ce sont d'autres mots. Ils disent la même chose : mort à l'enseignement libre.

Il est évident que si les écoles sont défavorables pour les catholiques, nous nous trouvons devant le danger d'une coalition anticléricale.

La cause catholique est donc exposée à un grave danger.

Le pays qui a le soin de tranquillité et d'ordre est exposé à une lutte féroce la plus grave de toutes, la lutte des consciences, la lutte scolaire.

Vallons catholiques, voulez-vous cela ? Empêchez le cartel anti-religieux et votez pour les catholiques.

Votez N° 2